

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui devant le Consulat général de France à Munich, non pas par habitude, mais par nécessité.

Nécessité de défendre un bien précieux : l'éducation française à l'étranger.

Nécessité de faire entendre une voix collective : celle des personnels et des parents d'élèves du Lycée Jean Renoir de Munich.
Nécessité, enfin, de rappeler aux autorités françaises leurs responsabilités envers le réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Le 31 mars dernier, à l'appel de la FSU Hors de France, de nombreux personnels se sont mobilisés. Cette mobilisation n'était pas un geste symbolique isolé. Elle traduisait une inquiétude profonde, partagée, et légitime.

Car que voyons-nous aujourd'hui ?

Des moyens qui stagnent ou diminuent.

Des conditions de travail qui se dégradent.

Une pression accrue sur les établissements, sur les équipes éducatives, et, in fine, sur les élèves et leurs familles.

Le réseau AEFÉ n'est pas un luxe.

Ce n'est pas un privilège réservé à quelques-uns.

C'est un pilier du rayonnement de la France dans le monde.

C'est un outil d'égalité, de continuité éducative, et de transmission des valeurs républicaines.

Affaiblir ce réseau, c'est fragiliser des milliers d'élèves.

C'est mettre en difficulté des personnels engagés.

C'est rompre un lien essentiel entre la France et ses citoyens à l'étranger.

Aujourd'hui, à Munich, quelque chose d'important se joue.

Car ce rassemblement est aussi le symbole d'une union.

Une union entre les personnels éducatifs, qui vivent au quotidien les réalités du terrain.

Et les parents d'élèves, qui constatent, eux aussi, les effets concrets des choix budgétaires et politiques.

Cette union est essentielle.

Elle montre que notre démarche n'est ni corporatiste, ni isolée.

Elle est collective, responsable, et tournée vers l'avenir.

Nous ne sommes pas ici pour dénoncer sans proposer.

Nous sommes ici pour alerter, pour dialoguer, et pour construire.

Nous demandons :

- le maintien et le renforcement des moyens alloués au réseau AEFÉ
- des conditions de travail dignes pour les personnels
- un accès équitable à l'éducation française pour toutes les familles

Nous demandons, tout simplement, que l'ambition affichée pour l'enseignement français à l'étranger se traduise en actes concrets.

Car derrière les chiffres, il y a des visages.

Des élèves qui apprennent, qui grandissent, qui se construisent.

Des enseignants qui s'investissent, souvent au-delà de leurs missions.

Des familles qui font le choix de l'école française avec confiance — une confiance qu'il ne faut pas trahir.

Aujourd'hui, devant ce consulat, nous envoyons un message clair :

Nous sommes radicalement contre cette réforme de l'AEFE.

Nous sommes mobilisés.

Et nous sommes unis.

Unis pour défendre une école exigeante, ouverte, et accessible.

Unis pour garantir l'avenir du réseau AEFÉ.

Unis pour que l'éducation reste une priorité réelle, et pas seulement affichée.

Nous appelons les autorités françaises à entendre cet engagement.

À écouter celles et ceux qui font vivre ce réseau au quotidien.

Et à agir, avant qu'il ne soit trop tard.

Parce que l'éducation n'est pas une dépense.

C'est un investissement.

Un investissement dans l'avenir de nos enfants, et dans celui de la France.

Je vous remercie.

Pour la FSU, Josselin Letournel